

GE_GERICHTE ACJC/114/2015 vom 6. Februar 2015

GE Cour de justice, 2015-02-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_114_2015

FR: GE_GERICHTE ACJC/114/2015 du 6 février 2015

IT: GE_GERICHTE ACJC/114/2015 del 6 febbraio 2015

Erwägungen

E. 1.1

Le jugement entrepris étant une décision statuant sur opposition à séquestre, seule la voie du recours est ouverte (art. 278 al. 3 LP; art. 309 let. b ch. 6 et 319 let. a CPC). Le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée (art. 278 al. 1 LP et 321 al. 2 CPC). Déposé dans le délai et selon les formes requis par la loi, le recours est recevable en l'espèce.

E. 1.2

Le recours peut être formé pour violation du droit et constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC).

E. 1.3

En matière d'opposition au séquestre, l'art. 278 al. 3 2ème phrase LP dispose que les parties peuvent alléguer des faits nouveaux dans la procédure de recours contre la décision rendue sur opposition. Cette disposition instaure une exception (cf. art. 326 al. 2 CPC) à l'art. 326 al. 1 CPC qui prohibe les conclusions, les allégations de faits et les preuves nouvelles dans le cadre d'un recours. Le Tribunal fédéral a jugé qu'en application de cette disposition, les vrais nova étaient recevables dans le cadre du recours, se référant en particulier au Message, selon lequel il s'agissait en tous les cas des faits nouveaux "proprement dits", soit ceux intervenus après la décision de première instance (Message concernant la révision de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite du 8 mai 1991, FF 1991, p. 200; cf. aussi arrêt 5P.296/2005 du 17 novembre 2005 consid. 4.2.1, selon lequel il n'est pas arbitraire de considérer que seuls les vrais nova sont recevables). Il n'a en revanche pas tranché, respectivement, n'a pas abordé, la question de la recevabilité des pseudo-nova (ATF 140 III 466 consid. 4.2.4; arrêts du Tribunal fédéral 5A_328/2013 consid. 4.3.2; 5A_364/2008 du 12 août 2008 consid. 4.1.2). En l'espèce les pièces déposées par la recourante devant la Cour sont toutes postérieures ou ont été portées à sa connaissance postérieurement au 15 juillet 2014, date à laquelle la cause a été gardée à juger par le Tribunal, de sorte qu'elles sont recevables.

- 7/11 -

C/8060/2014 Les pièces déposées en seconde instance par l'intimée sont également recevables pour les mêmes motifs, à l'exception des commandements de payer notifiés à M_____ et N_____ le 10 juillet 2014 (pièces 71 et 72) et des factures relatives aux véhicules séquestrés, émises entre 2008 et 2013 (pièce 81).

E. 1.4

L'intimée fait par ailleurs valoir que les pièces 34 et 35 produites par la recourante devant le Tribunal sont irrecevables car elles font état de discussions transactionnelles confidentielles

entre les parties. Cette question peut cependant rester ouverte car ces pièces sont dénuées de pertinence pour trancher le litige.

E. 2

La recourante fait valoir que l'opposition au séquestre est tardive dans la mesure où l'intimée a formé abusivement une demande de réexpédition de son courrier afin de profiter d'un délai supplémentaire pour rédiger son opposition.

E. 2.1

Selon l'art. 278 al. 1 LP, celui dont les droits sont touchés par un séquestre peut former opposition auprès du juge dans les dix jours à compter de celui où il en a eu connaissance. Le délai pour former opposition court à l'égard du débiteur du séquestre dès la notification, par lettre recommandée ou par remise directe contre reçu (art. 34 LP) du procès-verbal de séquestre. Il convient en effet de s'assurer que l'intéressé a été informé du contenu de l'ordonnance de séquestre, de la portée exacte de la mesure et de la voie de droit existante (ATF 135 II 232 consid. 2.4, SJ 2009 I p. 279).

E. 2.2

Selon l'art. 2 al. 2 CC, l'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi.

E. 2.3

En l'espèce, le procès-verbal de séquestre a été adressé par l'Office des poursuites le 9 mai 2014 à l'adresse de l'intimée figurant à l'époque au Registre du commerce, à savoir "c/o C _____" à Genève. Dans la mesure où l'intimée avait requis la réexpédition de son courrier auprès de I _____ à _____, soit son siège social actuel, le pli a été réexpédié par la poste trois jours plus tard et effectivement distribué à l'intimée le 13 mai 2014. Le délai d'opposition a par conséquent commencé à courir le lendemain, soit le 14 mai 2014. L'opposition déposée le 22 mai 2014 a ainsi été formée en temps utile. Contrairement à ce qu'allègue la recourante aucun élément du dossier ne permet de penser que c'est de manière abusive que l'intimée aurait requis de la poste la réexpédition de son courrier à l'adresse de son nouveau siège social de _____. Cette manière de procéder paraît au contraire adéquate afin de permettre aux organes de l'intimée de prendre effectivement connaissance des communications adressées à celle-ci. C'est par conséquent à juste titre que le Tribunal a déclaré l'opposition recevable.

- 8/11 -

C/8060/2014

E. 3

La recourante fait grief au Tribunal d'avoir considéré qu'elle n'avait pas rendu vraisemblable l'existence d'un cas de séquestre.

E. 3.1

A teneur de l'art. 272 al. 1 LP, le séquestre est autorisé par le juge du for de la poursuite ou par le juge du lieu où se trouvent les biens, à condition que le créancier rende vraisemblable que sa créance existe (ch. 1), qu'on est en présence d'un cas de séquestre (ch. 2), et qu'il existe des biens appartenant au débiteur (ch. 3).

Selon l'art. 271 al. 1 ch. 2 LP, le créancier peut requérir le séquestre des biens du débiteur qui se trouvent en Suisse lorsque ce dernier, dans l'intention de se soustraire à ses

obligations, fait disparaître ses biens, s'enfuit ou prépare sa fuite.

Ce cas de séquestre repose uniquement sur l'idée de la mise en danger des intérêts du créancier et peut de ce fait être comparé à l'action paulienne pour dol (art. 288 LP; STOFFEL/CHABLOZ, Commentaire romand LP, 2005, n. 53 ad art. 271 LP; STOFFEL, in Basler Kommentar, Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs II, 2010, n° 68 ad art. 271 LP). Il s'agit de protéger le soi-disant créancier contre les machinations de son prétendu débiteur qui visent à faire échec à une procédure d'exécution forcée au for suisse de la poursuite (ATF 71 III 188 consid. 1 = JdT 1946 II 113; GILLIERON, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, n. 43 ad art. 271 LP). La réalisation de ce cas repose sur un élément objectif et un élément subjectif.

L'élément objectif consiste, en premier lieu, à faire disparaître des biens. Il recouvre ainsi, notamment, le fait de vendre des biens à un prix dérisoire (ATF 119 III 92 consid. 3b = JdT 1995 II 84; arrêt du Tribunal fédéral 5P.95/2004 du 20 août 2004, consid. 2.2). La loi vise le résultat du comportement : le débiteur soustrait des biens auxquels son créancier aurait accès dans une procédure d'exécution forcée (STOFFEL/CHABLOZ, op. cit., n. 54 ad art. 271 LP). Des actes préparatoires suffisent (arrêt du Tribunal fédéral 5P.403/1999 du 13 janvier 2000 consid. 2c). L'élément subjectif consiste dans l'intention de se soustraire à ses obligations. Les éléments objectifs - la disparition des biens, la fuite et la préparation de la fuite - constituent des indices d'une telle intention. D'autres circonstances suspectes peuvent la corroborer également. A ce titre, entrent notamment en ligne de compte l'existence d'un nombre considérable d'obligations non exécutées, une relation disproportionnée entre les obligations et les moyens à disposition et d'autres poursuites en cours (STOFFEL/CHABLOZ, op. cit., n. 56 ad art. 271 LP).

Pour les personnes morales la fuite ou la préparation de la fuite se concrétise par le transfert à l'étranger, ou ses préparatifs, d'une raison de commerce (GILLIERON, op. cit., n. 43, ad art. 271).

- 9/11 -

C/8060/2014

Pour retenir l'existence d'un cas de séquestre, il suffit que le juge, se fondant sur des éléments concrets, acquière l'impression que les faits pertinents se sont produits, mais sans qu'il doive exclure pour autant la possibilité qu'ils aient pu se dérouler autrement (ATF 132 III 715 consid. 3.1; 130 III 321 consid. 3.3).

E. 3.2

En l'espèce, c'est à juste titre que le Tribunal a retenu qu'aucun élément figurant au dossier ne permettait de considérer que B _____, dans l'intention de se soustraire à ses obligations, ferait disparaître ses biens, s'enfuirait ou préparerait sa fuite, étant précisé que, comme relevé ci-dessus, s'agissant d'une personne morale, cette dernière hypothèse vise le transfert à l'étranger d'une raison de commerce ou les préparatifs en ce sens. Contrairement à ce que fait valoir la recourante, le fait que l'intimée ait licencié tous ses employés n'est pas un indice de ce qu'elle entend se soustraire à ses obligations. Au contraire, cette décision apparaît, au stade de la vraisemblance, justifiée économiquement puisqu'il n'est pas contesté que l'intimée n'a aucune source de revenus et que les salaires des employés en question représentaient une charge importante. A cet égard, il convient de souligner que, selon le droit de la société anonyme, les actionnaires n'ont pas d'autre obligation financière envers la

société que celle de libérer le capital social, ce qui a été fait in casu. Par ailleurs, les allégations de la recourante selon lesquelles l'intimée n'assumerait pas ses obligations financières ne sont pas rendues vraisemblables. Les quelques factures produites par A_____ ne sont pas adressées à B_____, mais à J_____ ; seuls les héritiers de celui-ci doivent répondre, cas échéant, des obligations en question. Selon la jurisprudence précitée, l'existence de poursuites pendantes contre la débitrice est un indice de réalisation du cas de séquestre visé à l'art. 271 al. 1 ch. 2 LP. Or in casu la recourante n'a produit aucun extrait du Registre des poursuites attestant du fait que l'intimée ferait l'objet de poursuites autres que celle engagée par ses soins. L'absence d'intention de l'intimée de se soustraire à ses engagements est qui plus est corroborée par le fait qu'elle a pris soin d'indemniser ses anciens employés. Aucun argument ne peut être tiré par la recourante du fait que l'intimée a décidé de rendre les plaques des deux véhicules dont elle n'a plus l'usage; au regard du fait que cette société n'a pas de revenu, cette décision paraît au contraire raisonnable. Contrairement à ce que semble soutenir la recourante, l'intimée n'a aucune obligation de poursuivre son activité sociale. Si ses actionnaires décident de liquider la société, la loi leur permet de le faire, à condition que cette liquidation se fasse dans le respect des règles légales et sans intention frauduleuse. Or, en l'espèce une telle intention n'est pas rendue vraisemblable.

- 10/11 -

C/8060/2014 Enfin, rien ne permet de penser que l'intimée prépare le transfert de son siège social à l'étranger. Loin d'agir de manière "anormalement discrète" comme l'exige la jurisprudence, elle vient de faire inscrire au Registre du commerce une nouvelle adresse pour son siège genevois. Les communications des autorités lui ont au demeurant été notifiées sans difficulté jusqu'ici. Compte tenu de ce qui précède, le Tribunal était fondé à considérer qu'aucun cas de séquestre n'était réalisé. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner la question de savoir si la créance alléguée par la recourante est vraisemblable. Le recours doit par conséquent être rejeté.

E. 4

La recourante, qui succombe, supportera les frais de recours (art. 106 al. 1 CPC). Les frais judiciaires seront fixés à l'125 fr. (art. 48 et 61 OELP) et seront compensés avec l'avance effectuée par la recourante (art. 111 al. 1 CPC), qui reste acquise à l'Etat de Genève. La recourante sera en outre condamnée à verser 2'500 fr., TVA et débours compris, à l'intimée à titre de dépens (art. 85, 89 et 90 RTFMC; 25 et 26 LaCC). * * * * *

- 11/11 -

C/8060/2014 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté le 31 octobre 2014 par A_____ contre le jugement OSQ/47/2014 rendu le 20 octobre 2014 par le Tribunal de première instance dans la cause C/8060/2014-1 SQP. Au fond : Le rejette. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires à l'125 fr. et les compense avec l'avance versée par A_____, laquelle reste acquise à l'Etat de Genève. Met les frais judiciaires à charge de A_____. Condamne A_____ à verser à B_____ 2'500 fr. à titre de dépens. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE et Madame Fabienne GEISINGER-MARIÉTHOZ, juges; Madame Céline FERREIRA, greffière.

Le président : Laurent RIEBEN

La greffière : Céline FERREIRA

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 1.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.